

JEREMY BOUSQUET

jeremy.bousquet1@unimes.fr

Né le 25 avril 1989 (Montpellier)



Maître de conférences – HDR en droit public *Nîmes Université*

Chercheur au Centre d'étude sur les Risques Chroniques et Emergents (CHROME – EA7352) *Nîmes Université*

Chercheur associé au Centre de recherches et d'études administratives de Montpellier (CREAM – EA 2038) *Université de Montpellier*

Directeur du Master Droit des collectivités territoriales - Droit public des affaires locales *Nîmes Université*

CURRICULUM VITAE

THEMES DE RECHERCHE

- Droit des contrats administratifs
- Droit de la propriété publique
- Droit de la fonction publique

FONCTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- 2019 **Maître de conférences en droit public**, Nîmes Université
- 2018 – 19 **Enseignant – chercheur contractuel**, Université de Picardie - Jules Verne (262 h)
- 2017 – 18 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**, Université de Montpellier (192 h)
- 2016 – 17 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**, Université de Montpellier (192 h)
- 2015 – 16 **Vacataire**, Université de Montpellier
- 2012 – 15 **Doctorant contractuel avec charge d'enseignement**, Université de Montpellier

CURSUS ET DIPLOMES UNIVERSITAIRES

Juin 2024 **Habilitation à diriger des recherches** – Titre : *Le précédent judiciaire dans les conclusions des commissaires du gouvernement et des rapporteurs publics près le Conseil d'Etat. Etude à partir du droit des contrats administratifs*, 269 p. Ouvrage publié aux Editions L'Harmattan (déc. 2024).

Garante : Hélène HOEPPFNER

Jury : Pascale DEUMIER (rapporteur) ; Pascale IDOUX ; Fabrice MELLERAY (rapporteur) ; Benoît PLESSIX (rapporteur).

- Jun 2017 **Doctorat en Droit public** - Titre : *Responsabilité contractuelle et responsabilité extracontractuelle en droit administratif*, LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit public », n° 310, 2019 (à compte d'éditeur).
- Directeur de thèse* : Mme le Professeur Marion UBAUD-BERGERON.
- Jury* : M. le Professeur Jean-François LAFaix ; M. le Professeur François LICHERE ; M. le Professeur Philippe TERNEYRE ; M. le Professeur Guylain CLAMOUR ; Mme le Professeur Marion Ubaud-Bergeron.
- Mention* : Félicitations du jury avec proposition aux prix de thèse et publication en l'état.
- Distinctions* : Prix du tribunal administratif de Montpellier ; Prix de thèse de la Faculté de Droit et de Science Politique de Montpellier.
- 2012 **Master 2 Droit public des affaires – Contrats Publics et Partenariats**, Université de Montpellier.
- 2011 **Master 1 Droit public général**, Université de Montpellier.
- 2010 **Licence Droit public**, Université de Montpellier.
- 2009 – 12 **Magistère Droit public des affaires**, Université de Montpellier.
- 2007 – 09 **Classe préparatoire aux grandes écoles (prépa ENS Cachan section droit, gestion et économie)**, Lycée Mermoz (Montpellier).

RESPONSABILITES

1. RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

Co-responsable et co-fondateur du *DU Droit pénal fiscal*, Nîmes Université, à partir de 2025.
 Responsable du Master 2 *Droit public des affaires locales*, Nîmes Université, depuis 2021.
 Responsable du Master 1 *Droit public des affaires locales*, Nîmes Université depuis 2020.
 Responsable du concours de plaidoirie Jacques Cœur, Collèges de droit, Université de Montpellier 2021.

2. RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Membre du comité de rédaction de la revue *Actualité Juridique de la Fonction publique (AJFP - Dalloz)*.
 Responsable de la partie « Contrats administratifs » au sein du *jurisclasseur* administratif (LexisNexis).

3. RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

Membre suppléant du Conseil de faculté *Droit – Economie – Gestion* Nîmes Université.

4. PARTICIPATION A DES JURYS

Concours externe et concours externe « talents », INSP, cas pratique portant sur les enjeux des transitions écologiques ou numériques, 2025 (*Correcteur*)
 Concours externe et concours externe « talents », INSP, cas pratique portant sur les enjeux des transitions écologiques ou numériques, 2024 (*Membre du jury*).
 Diplôme de notaire, INFN Montpellier, droit de l'immobilier, 2024.
 Grand oral du Master 2 Contrats publics et partenariats 2018 et 2019.
 Grand oral du Magistère Droit public approfondi 2024.
 Jurys de soutenance de thèse :

- M. Bogra Bola, *La convergence entre le droit administratif et le droit civil en matière contractuelle*, sous la direction de M. U. Ngampio-Obélé-Bélé, 10 déc. 2024, Aix-Marseille Université ;
- Mme Sarata Kandé Reynaud, *Le comportement des contractants : l'obligation de loyauté en droit des contrats administratifs*, sous la direction du Pr. F. Lombard, 18 déc. 2024, Aix-Marseille Université.

ENSEIGNEMENTS

1. DROIT ADMINISTRATIF GENERAL

Cours magistral *Responsabilité administrative*, M1 AES parcours Management et prévention des risques, Nîmes Université, depuis 2022.

Séminaire *Droit de la sanction administrative*, M2 Droit de la sanction et de l'exécution des peines, Université de Montpellier, depuis 2021.

Cours magistral *Droit administratif*, L2 Administration économique et sociale, Nîmes Université, depuis 2019.

2. DROIT ADMINISTRATIF SPECIAL

Séminaire *Droit de la propriété publique approfondi*, M2 Droit et contentieux publics, Université de Montpellier depuis 2023.

Séminaire *Contractualisme et unilatéralisme*, M2 Droit public des affaires locales, Nîmes Université, depuis 2019.

Cours magistral *Droit public des affaires*, L3 Droit public, Nîmes Université, depuis 2024.

Cours magistral *Droit administratif des biens*, L3 Droit public, Nîmes Université, depuis 2019.

Cours magistral *Droit administratif des biens*, L3 Droit public et droit privé, Université de Picardie-Jules Verne, 2018-2019.

Cours magistral de *Contentieux administratif*, M1 Affaires publiques, gestion publique locale et droit international et droit européen, Université de Picardie-Jules Verne, 2018-2019.

Séminaire *Droit public des affaires approfondi*, M2 Affaires publiques, gestion publique locale et droit international et droit européen, Université de Picardie-Jules Verne, 2018-2019.

3. FINANCES PUBLIQUES

Cours magistral en L2 Droit, Nîmes Université, 2019-2021.

Cours magistral en L3 Droit, Université Aïn-Shams, (Le Caire – Égypte), 2019-2022.

Actualisation du cours sur *Université Numérique Juridique Francophone (UNJF)* (en collaboration avec le Professeur E. DOUAT et Mme M. DOREAU-TRANQUARD).

4. SCIENCE ADMINISTRATIVE

Cours magistral en M1 Droit public des affaires locales, Nîmes Université, depuis 2019.

5. DROITS EUROPEENS

Cours magistral *Politiques européennes*, M1 Enseignement clinique du droit des affaires, M1 Droit public des affaires locales, Nîmes Université, depuis 2024.

Cours magistral *Droit de la convention européenne des droits de l'Homme*, M1 Droit public des affaires locales et M1 Enseignement clinique du droit des affaires, *Nîmes Université*, depuis 2023.

Cours magistral *Contentieux de l'Union européenne*, M1 Droit public des affaires locales, *Nîmes Université*, depuis 2022.

ACTIVITE DE RECHERCHES

1. OUVRAGES INDIVIDUELS

1. *Le précédent judiciaire dans les conclusions des rapporteurs publics. Etude à partir du droit des contrats administratifs*, L'Harmattan, coll. « Logiques juridiques », préf. H. HOEPFFNER, postface P. DEUMIER, déc. 2024, 346 p.
2. *Droit administratif des biens*, Ellipses, juill. 2022, 224 p.
3. *Responsabilité contractuelle et responsabilité extracontractuelle en droit administratif*, LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit public », préf. M. UBAUD-BERGERON, n° 310, 2019, 611 p.

2. DIRECTION D'OUVRAGES

4. *State Liability for Breach of European Union Law. A comparative Study*, with L. NAVEL, Bruylant, coll. « Droit administratif / Administrative Law », en cours d'élaboration, à paraître fin 2025.
5. *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, avec M. BOUL, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET (dir.), IFJD – Institut Louis Joiney, coll. « Colloques et essais », mars 2023. 208 p.
6. *L'action publique algorithmique*, avec S. HAMMOUDI et Th. CARRERE (dir.), Mare et Martin, février 2023, 215 p.
7. *Stabilité et droit administratif*, (dir.), éd. du CREAM, mars 2020, 346 p.

3. ARTICLES ET EDITOS

8. « L'effet relatif des contrats, de nouveaux contrastes », *AJDA*, 2024, p. 1737.
9. « La transition énergétique dans les sites et bâtiments culturels », *Juristourisme*, oct. 2023, p. 24.
10. « La constitution de sûretés réelles sur le domaine privé », *JCP Adm.*, 2023. 2203.
11. « La protection fonctionnelle des proches des agents publics », *AJFP*, 2023 p. 201.
12. « L'opposition à cession de l'Etat. L'exemple des biens privés grevés d'une affectation au service public », *RDP* n° 1-2022, p. 68.
13. « Adapter la responsabilité administrative aux enjeux climatiques », Dossier « La justice climatique », *JCP Adm.* 2021.2208.
14. « Le volet environnemental de la loi ASAP, une régression », *AJCT* 2021, p. 74.
15. « La répétition de l'indu », Dossier « Les quasi-contrats », *AJDA* 2021, p. 320
16. « Résister au développement des mécanismes punitifs en droit des contrats administratifs », *RDP* n°6-2020, p. 1447.
17. « L'effet relatif des contrats administratifs. A propos de quelques décisions récentes ». *RFDA*, n° 3, mai-juin 2020, p. 443.
18. « Faut-il revoir la dualité fonctionnelle du Conseil d'Etat ? L'institution dans la tourmente de la crise sanitaire », *JCP Adm.* n° 17, 27 avril 2020, act. 251

19. « Les nouvelles règles relatives à la cession du patrimoine ferroviaire », *AJCT* 2020, p. 205.
20. « Les fondements de l'action en responsabilité en présence d'un contrat administratif », *AJDA* 2019, p. 2535.
21. « Le principe de la relativité de la faute contractuelle en droit administratif », *RFDA*, 2018, n° 6, p. 1041.
22. « Le périmètre de la protection fonctionnelle des agents publics », *Dr. adm.*, 2018, n° 11, p. 21.
23. « Les conditions d'exercice du droit de retrait dans la fonction publique », *AJFP* 2018, n° 4, p. 190.
24. « Responsabilité contractuelle et sanction de l'irrégularité d'un contrat administratif : pour une autonomisation », *Contrats et Marchés publ.*, 2018, n° 4, p. 5.
25. « Clientèle propre et domaine public : quand un cépage peut sublimer un terroir », *Contrats et Marchés publ.* 2014, n° 5, p. 13.

5. CHAPITRES D'OUVRAGES

26. « Luxembourg Liability for Breach of European Union Law », in J. BOUSQUET, L. NAVEL (eds.), *State Liability for Breach of European Union Law. A comparative Study*, Bruylant, coll. « Droit administratif / Administrative Law », à paraître fin 2025
27. « Le soutien public aux dépenses publiques locales d'énergie », in J.-Ch. ROTOULLIE et F. TARLET (dir.), *Energie et propriété publique*, IFJD – Institut Louis Joiney, coll. « Colloques et essais », à paraître 2025.
28. « Commentaires des articles 4, 5 et 6 de la directive 2014/24/UE », L. COUTRON, Y. MARIQUE, K. WAUTERS (dir.), in *Commentaire article par article de la directive Marchés publics 2014/24/UE*, à paraître 2025.
29. « Le droit privé administratif et contrats des personnes publiques », avec M. UBAUD-BERGERON, in A. JACQUEMET-GAUCHE, I. MICHALIS (dir.), *Le droit privé administratif*, IFJD – Institut Louis Joiney, coll. « Colloques et essais », à paraître 2025.
30. « Sanctions administratives et amendes prononcées par le juge administratif », in BOURDON et L. JANICOT (dir.), *Les sanctions administratives : identité(s), pouvoir(s), contrôle(s)*, PLExtenso, coll. « LEJEP », p. 41.
31. « Le poids économique dans la jurisprudence du bilan », in M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET (dir.), *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, IFJD – Institut Louis Joiney, coll. « Colloques et essais », 2023, p. 113.
32. « Avant-propos », in J. BOUSQUET, Th. CARRERE S. HAMMOUDI (dir.), *L'action publique algorithmique*, Mare et Martin, 2023, p. 13.
33. « Autorité de la chose jugée au pénal et contrôle de cassation du Conseil d'État », in *L'autorité*, Actes du colloque de l'École doctorale 461, éd. du CREAM, 2022.
34. « Les enseignements du projet de réforme de la responsabilité civile pour le droit administratif », G. CERQUEIRA et V. MONTEILLET (dir.), in *Le projet de réforme de la responsabilité civile*, Dalloz, coll. « Thèmes et Commentaires », 2021, p. 211.
35. « Covid-19 et commande publique : vers un droit des circonstances exceptionnelles ? », in F. VIALLA et P. VIELFAURE (dir.), *Les pouvoirs publics face aux épidémies (de l'Antiquité au XXIe siècle)*, LEH, coll. « à la croisée des regards », 2021.

36. « La stabilisation de l'occupation privative du domaine public », in J. BOUSQUET (dir.), *Stabilité et droit administratif*, éd. du CREAM, 2020, p. 251.
37. « Pactes sur décision future et principe d'indisponibilité des compétences », in *L'indisponibilité des compétences*, recherche collective, éd. du CREAM 2013, p. 87, en collaboration avec L. PEREZ.

6. NOTES DE JURISPRUDENCE ET COMMENTAIRES DE TEXTE

38. Observations mensuelles à *l'Actualité Juridique – Fonction Publique*, Dalloz, depuis janvier 2023 (83 observations, mars 2025).
39. « Nouvelle précision sur l'articulation des responsabilités contractuelle et quasi-délictuelle. A propos de l'exception de déchéance », note sous CE, 30 déc. 2024, *Chambre d'agriculture de l'Orne et chambre d'agriculture de Région Normandie*, n° 491818, *AJDA*, à paraître 2025.
40. « Féminisation de la haute fonction publique : une nouvelle loi entre esprit de modération et excès de prudence », *AJFP* 2023, p. 475.
41. « Les formes mouvantes de la liberté contractuelle », note sous CE, 16 décembre 2022, *Société Grasse Vacances*, n° 455186 ; *AJDA*, 2023.
42. « L'évolution contenue de la relativité contractuelle », note sous CE, 11 oct. 2021, *SMEG*, n° 438872 ; *AJDA*, 2022, p. 642.
43. « Concession d'aménagement, transaction et renonciation au paiement des intérêts moratoires », note sous CE, 18 mai 2021, *Communauté d'agglomération de Lens-Lièvin c. Sté Territoires 62*, n° 443153, 443158 ; *AJDA*, 2021 p. 1873.
44. « L'application des clauses de règlement des différends du contrat administratif illégal », note sous CE, 10 juill. 2020, *Sté Exelcia*, n° 433643 ; *AJDA* 2020, p. 2207.
45. « Nouvelles précisions sur l'étendue de l'office du juge et des moyens opérants en référé contractuel », note sous CE, 27 mai 2020, *Société Clean Building*, n° 435982, *Dr. Adm.* 2020, n° 8-9, comm. 37.
46. « Solidarité et individualité dans le contentieux de la contravention de grande voirie », note sous CE, 10 mars 2020, *Sté Libb 2*, n° 430550, *AJDA* 2020, p. 1423.
47. « Un nouveau cas d'extension de la protection fonctionnelle : le cas des anciens interprètes afghans », note sous CE, ord., 14 déc. 2018, n° 424847, *LPA*, 27 mars 2019, p. 7.
48. « Fonds de commerce et clientèle propre : le point de vue de la Cour de cassation », note sous Cass. 3^{ème} civ., 5 avril 2018, n° 17-10.466, *AJDA* 2018, n° 29, p. 1679.
49. « Confirmation de l'exclusion des médecins remplaçants et des médecins collaborateurs salariés du bénéficiaire de l'aide complémentaire pour cause de paternité ou de maternité », note sous CE, 30 mai 2018, *Mme. A...*, n° 411785, *Revue Droit et Santé*, 2018, n° 85, p. 768.
50. « Nouveau cas de recours à une réserve d'interprétation transitoire en cas d'abrogation différée », note sur Cons. Constit., décision n° 2018-715 QPC, 22 juin 2018, *Gaz. Pal.* 2018, n° 27, p. 13.
51. « Précisions sur le principe des droits de la défense en cas de licenciement pour insuffisance professionnelle », note sous CE, 26 avril 2018, n° 409324, *LPA* 2018, n° 139, p. 6.

52. « Manquement aux règles de l'art et perte de chance d'échapper à l'aggravation d'un handicap », note sous TA Caen, 13 avril 2018, n° 1601142, *Revue Droit et Santé*, 2018, n° 84, p. 562.
53. « Compétence juridictionnelle et action en garantie d'un centre hospitalier contre le producteur d'un produit de santé défectueux », note sous CE, 15 novembre 2017, n° 403317, *Centre hospitalier de Lannion*, *Revue Droit et Santé* 2018, n° 82, p. 211.
54. « La clarification des compétences juridictionnelles en matière de reprise d'un salarié par un employeur public », note sous CE, 16 octobre 2017 : n° 391963, *CHR de Metz-Thionville c/M. Consbruck et T. confl.*, 3 juill. 2017, n° 4091, *CHR de Metz Thionville c/M. Consbruck*, *Revue Droit et Santé* 2017, n° 81, p. 84.
55. « Le juge administratif, l'usager et les centres communaux d'action sociale », note sous CE, 7 juillet 2017 : n° 399977, *Revue Droit et Santé* 2017, n° 80, p. 809.
56. « La pérennité de la théorie des actes détachables : l'exemple de la décision d'approbation », note sous CE, 23 décembre 2016, *ASSECO-CFDT du Languedoc-Roussillon et Association ATTAC Montpellier*, n° 392815 et n° 392819, *Dr. adm.* 2017, n° 3, comm. 14.
57. « Faute contractuelle et faute délictuelle : le rouge ou le noir », note sous CE, sect., 11 juill. 2011, *Mme Gilles*, n° 339409, *JCP Adm.* 2012, n° 17, 2128 en collaboration avec N. HARKET.

4. ENCYCLOPEDIES

58. « La notion de marché publics », *J.-Cl. Adm.*, fasc. 623, 2020, actualisation 2025.

5. COMMUNICATIONS ORALES

59. Approche des risques : vers une évolution de l'office du juge administratif ? *colloque Intelligence artificielle et libertés publiques*, *Premières rencontres territoriales de droit public*, Maison des avocats, Montpellier, jeudi 24 oct. 2024.
60. Administrative French Court and climate litigation, séminaire *Perspectivas contemporaneas do direito internacional frente a emergencia climatica*, Université Fédérale de Ceara, Brésil, 22 août 2024.
61. Le droit privé administratif en matière contractuelle, colloque *Le droit privé administratif*, A. JACQUEMET-GAUCHE, I. MICHALIS (dir.), Université de Clermont-Ferrand, 11 octobre 2024.
62. Le soutien public aux dépenses publiques locales d'énergie, colloque *Energie et propriété publique*, J.-Ch. ROTOULLIE et F. TARLET (dir.), Université de Montpellier, 19 et 20 septembre 2024.
63. Les sûretés réelles sur le domaine privé, colloque *Le domaine privé et le droit administratif*, P. CAILLE et P. LEVALLOIS (dir.), Université de Lorraine, 30 mars 2023.
64. Les doutes sur la logique de la responsabilité administrative, colloque *Le contentieux climatique : un nouveau procès administratif ?* F.-X. FORT (dir.), Université de Montpellier, 25 mars 2022.
65. L'Etat plateforme et le phénomène de débureaucratisation, Colloque *Données et décisions publiques à l'époque des technologies de l'information et de la communication*, Pr. R. CAVALLO PERIN, D.-U. GALETTA et G. M. RACCA (dir.), Universités de Milan, Turin et Pollenzo, 21,22 et 23 oct. 2021.
66. Les enseignements pour le droit administratif, colloque *Le projet de réforme de la responsabilité civile*, G. CERQUEIRA et V. MONTEILLET (dir.), Nîmes Université, 22 oct. 2021.
67. Le poids économique dans le bilan, Colloque *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET (dir.), Université de Perpignan, 30 sept. 2021.

68. Commande publique et crise de la Covid-19, Colloque *Les pouvoirs publics face aux épidémies*, F. VIALA et P. VIELFAURE (dir.), Université de Montpellier, 1,2 et 3 sept. 2021.
69. Le magistère droit public appliqué et la carrière universitaire, Colloque *Les mutations du droit public*, J. BONNET et N. MARTY (dir.), Université de Montpellier, 25 oct. 2019.
70. Autorité de la chose jugée au pénal et contrôle de cassation du Conseil d'État, Colloque *L'autorité* organisé par l'École doctorale de l'Université de Montpellier, 11 juin 2019.
71. Quels régimes de responsabilité administrative en présence d'un contrat administratif? colloque *Responsabilités et contrats administratifs*, A. JACQUEMET-GAUCHE (dir.), Université Clermont-Auvergne, 23 sept. 2019.

6. PARTICIPATION A DES PROJETS COLLECTIFS

- *Climate Crisis and Preventive Liability: Theoretical Foundations, and Policy Recommendations for the Conceptual Shift in Intergenerational Justice*, L. CANALI, M. PASKY, M. LUKAS (eds), Nîmes Université, University of Graz (Austria), Institut Catholique de Lille, Projet ANR éligible, 2025.
- *L'urgence contentieuse*, L. COUTRON (dir.), CREAM, 2021.
- *La démocratie administrative locale*, F.-X. FORT (dir.), CREAM, 2021.
- *La QPC et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique*, M. CHRISTELLE, B.-L. COMBRADE et Ch.-E. SENAC (dir), *les dix ans de la QPC, Titre VII - hors-série*, oct. 2020 à consulter sur le site du Cons. const.

7. ORGANISATIONS DE COLLOQUES ET JOURNEES D'ETUDES

- Les 75 de la jurisprudence *Dehaene*. Retour sur le droit de grève dans la fonction publique, mai 2025, Nîmes Université.
- Solidarisme et droit constitutionnel, 29 nov. 2024, Nîmes Université, en collaboration avec Th. CARRERE et S. SALLES.
- Les cinquante ans de la jurisprudence *Ville Nouvelle Est*, 30 sept. 2021, Université de Perpignan, en collaboration avec M. BOUL, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET.
- L'action publique algorithmique, 9 avr. 2021, Nîmes Université, en collaboration avec S. HAMMOUDI et Th. CARRERE.

8. DIRECTIONS DE THESE

- J.-B. SEGUIN, *Recherche sur le contentieux administratif des actes algorithmiques*, Nîmes Université, en préparation depuis nov. 2021, contrat doctoral ;
- J. KOUNDI, *Le recrutement des agents publics au Gabon*, Nîmes Université, en préparation depuis sept. 2024 en co-direction avec le Pr. V. Thireau, financement par l'Agence Nationale des Bourses au Gabon ;
- I. E. AKINBODE, *Mitigating Global Health Disasters Through a More Intentional Legal Framework in International Law*, Nîmes Université, en préparation depuis nov. 2024, Bourse Campus France ;
- B. Junior TONGUINO, *Le cadre juridique de la commande publique en République de Guinée : analyses critiques des marchés publics et des partenariats publics-privés*, Nîmes Université, en préparation depuis déc. 2024, auto-financement.

10. DIRECTIONS DE MEMOIRE DE MASTER 2

2021 – 2022 :

- Règles d'urbanisme et choix politiques ;
- Les difficultés dans la mise en œuvre de la procédure d'expropriation ;
- L'intérêt d'un service commun de conseil juridique au sein du bloc communal. L'exemple de « la plateforme des communes » de Nîmes Métropole dans le domaine de la commande publique ;
- L'évolution des missions des SDIS : implication et effets sur leur gouvernance ;
- Les marchés de partenariat : un moyen pertinent de répondre aux besoins des personnes publiques ? ;
- La pertinence des PETR dans la réalisation des politiques publiques locales ;
- Les dispositifs de subventions publiques : des outils adaptés à la réalisation des projets des communes ? ;
- Les enjeux de l'engagement associatif à l'Union départementale des associations du Gard ;
- La filière sport dans le département des Bouches-du-Rhône ;
- Distinguer le domaine public et le domaine privé communal ;
- La bonne gestion de la voirie communale : un enjeu majeur pour les collectivités territoriales ;
- Délégation de signature et délégation de fonction : le projet de refonte au sein du Département du Gard ;
- Les nouveaux défis juridiques de la gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales. Le cas du département de la Lozère ;
- L'opportunité de créer un service juridique dans une commune de moins de 10 000 habitants. Le cas de la Ville de Bagnols-sur-Cèze ;
- Les collectivités territoriales et le mécénat. L'exemple du projet « Renaissance » à Générac ;

2022 – 2023

- La loi de transformation de la fonction publique : vers la fin du système de carrière ? ;
- La mise en œuvre de la théorie de l'imprévision dans les contrats de la SPL AGATE ;
- La mise en œuvre du RGPD au sein d'un Office Public de l'Habitat ;
- Crise énergétique et collectivités territoriales ;

2023 – 2024

- L'application de l'objectif zéro artificialisation nette : enjeux/ difficultés et solutions ;
- L'effectivité du contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales ;
- Le renouvellement urbain. L'exemple du financement de projet par l'ANRU pour la ville de Nîmes ;
- Le service public à la française ;
- Le rôle du référent déontologue au sein des collectivités territoriales ;
- Les obstacles à la mise en œuvre par les institutions de l'Union européenne du pacte vert ;
- L'application du droit des étrangers en préfecture : l'administration confrontée à la judiciarisation croissante de l'immigration ;
- Le rôle de la sous-préfecture auprès des communes dans une zone ultra-rurale ;
- La crise du covid 19, source du droit de la commande publique ? ;

2024 – 2025

- L'utilisation de l'IA dans le contrôle hiérarchisé des dépenses ;
- Les dépenses publiques d'énergie des collectivités territoriales ;

DISTINCTIONS

- 2018 Prix de thèse de la Faculté de Droit et de Science Politique de Montpellier.
- 2017 Prix de thèse du tribunal administratif de Montpellier.
- 2013 Prix de mémoire Georges PEQUIGNOT.
- 2012 Lauréat du concours Lexis Nexis – La Semaine Juridique « Décrocher la Une ».